



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
C.C.A.S**

N° DLP2019- 30 - Séance du 05/07/2019

ACTES

8. Domaines de compétences par thèmes

8.2 Aide sociale

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	8	9

Vote	
Pour	9
Contre	0
Abstention	0

L'an 2019, le 5 juillet à 9h00, le conseil d'administration du C.C.A.S de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Président du C.C.A.S, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil d'administration le 28/06/2018. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au C.C.A.S le 28/06/2019.

Présents :

Jean-Luc MEISSONNIER ; Marie-Thérèse AMALVY, Régine SUAY, Jean-Luc DE LA CLERGERIE, Hubert FABRITIUS, Christiane GAUBERT, Bertrand LEENHARDT, Marie-France TEXIER.

Absents représentés :

Michel BAUDOUR par Jean-Luc DE LA CLERGERIE.

Absents excusés :

Alain SOULIER, Jean-Marie COURTES.

Absents:

Anna RAMORA, Morgan SIMAR.

Secrétaire de séance : Marie BRAL, Directrice du C.C.A.S.

N° DLP2019 - 30 – COMPTE-RENDU DES DECISIONS PRISES PAR LA COMMISSION PERMANENTE

Vu le Code de l'Action sociale et des familles

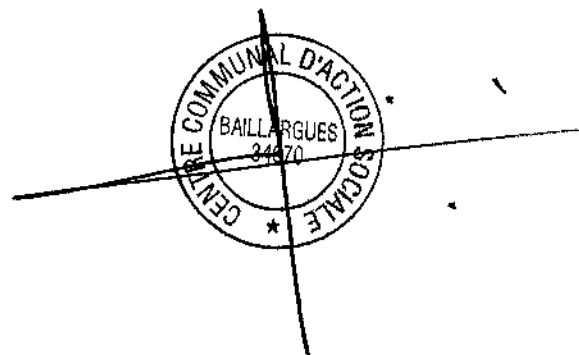
Vu la délibération n°2017-38 du 07/12/2017 créant créé la commission permanente pour l'attribution des aides facultatives

Marie-Thérèse AMALVY rapporte que les attributions de la commission permanente relevant d'une délégation du conseil d'administration, elle a pour obligation de rendre compte des décisions qui ont été prises pour ce premier semestre 2019 :

Types d'aides facultatives	Montant accordé (en euros)
Frais de cantine/garderie/centre de loisirs	144,48
Classe verte/découverte	1188,00
TOTAL	1332,48

Où l'exposé du rapporteur, le conseil d'administration prend acte du compte rendu ci-dessus.

Pour extrait conforme,
Le 08/07/2019,
Le Président,
Jean-Luc MEISSONNIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.